

EDITORIAL

La dernière ligne droite

Nadine Rosa Rosso

Au soir du premier tour des présidentielles françaises, les commentateurs étaient unis sur un point : les électeurs ont émis un « vote de protestation ». Regroupant sous ce label les 20% de l'extrême droite (Le Pen, de Villiers) et les 14% de Robert Hue (PCF) et d'Arlette Laguiller (Lutte ouvrière, trotskiste).

La crise pousse davantage de gens vers une issue hors des partis traditionnels. Mais les commentateurs sèment la confusion en fixant le choix politique entre démocratie et aventure totalitaire. Face à un système dont toutes les « solutions » aggravent la crise, il faut se poser la question : quel parti opte clairement pour la suppression du système ? Les partis traditionnels, tout comme les partis fascistes, optent clairement pour la défense du système capitaliste, le libre marché, le maintien des entreprises, des banques, des moyens de communication aux mains d'une petite minorité d'exploiteurs. Seule les divise la question des moyens : faire accepter ou imposer brutalement à la population toutes les conséquences inhumaines de leur faillite.

Les communistes affirment que le système lui-même est condamné. Ses attaques brutales contre toute résistance (Caterpillar, Boel, Albermarle, ou Molenbeek) prouvent sa faiblesse grandissante et son incapacité totale à résoudre les problèmes du peuple. Mais ce système de plus en plus malade ne mourra pas de lui-même. C'est aux travailleurs que revient l'honneur de le faire tomber. Accepter la fatalité de la crise, ou rassembler toutes ses forces pour en faire la dernière crise du capitalisme, voilà le choix qui se pose à chacun de nous. L'organisation des travailleurs, c'est l'arme dont il faut se saisir aujourd'hui. Et dès maintenant, dans la campagne électorale. Pas demain. Des militants du PTB, en divers endroits du pays, ont élaboré des plans très concrets pour convaincre 10% de leurs collègues de voter PTB-UA. Partout où ces plans sont appliqués, des collaborateurs se présentent pour propager notre alternative. A un bureau d'Anvers, comptant 5.000 chômeurs, une équipe a récolté 500 parains. A TMM-Charleroi, en pleine campagne anti-FPR, 28 ballons de foot ont été vendus en soutien à la reconstruction du Rwanda. Des femmes, des jeunes qui ont reçu notre dépliant électoral prennent contact. Les candidats qui ont rejoint pour la première fois la liste d'unité PTB-UA nous ouvrent de nouvelles portes. Transformons notre rage contre le capitalisme, notre haine du fascisme en actes concrets et quotidiens : organiser, informer, écouter, répondre, mettre au travail et organiser à nouveau, encore et encore. Se battre pour un élu et s'organiser pour cela est un acte de résistance.

PTB-UA : ouverture réelle, front efficace

Quel programme, quelle direction pour la lutte antifasciste ?

Plus de 70 candidats d'ouverture et déjà plus de 100 signataires de l'appel : l'unité antifasciste autour du PTB est en marche.

Herwig Lerouge

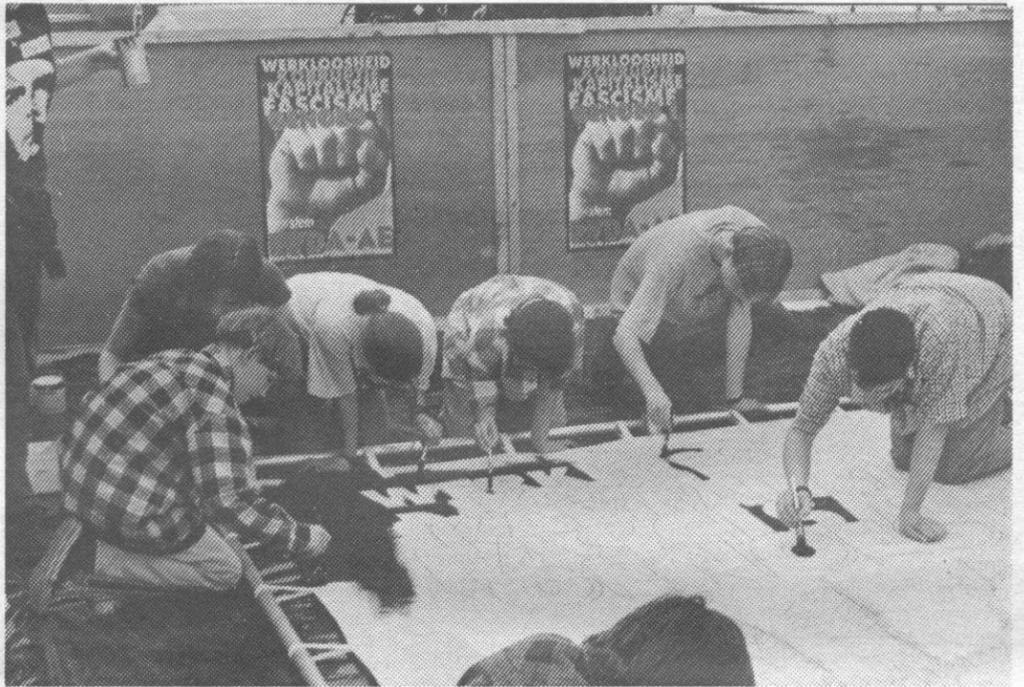
Certains camarades sous-estiment l'importance de cette initiative électorale antifasciste. Ils lui opposent le front des syndicalistes contre le capital pour les 32 heures, pour la sécurité sociale. Pourtant, chez les jeunes, le mouvement antifasciste est devenu le mouvement de masse principal. De plus en plus, les syndicats se battent contre l'infiltration fasciste, propagent la pétition d'Objectif et Entreprises sans Racisme. Le fascisme est un danger mortel pour le mouvement ouvrier et progressiste. La plus grande erreur serait de fermer les yeux devant sa pénétration dans la classe ouvrière.

Il ne suffit pas aujourd'hui de dénoncer la politique sociale gouvernementale. Il faut offrir une alternative à la tentation fasciste. Rater ce débat signifie pousser les syndicalistes et les progressistes vers les réformistes et les désarmer face au fascisme.

Il y a l'antifascisme et l'antifascisme ; l'alternative est déterminante

Le PTB-UA répond au désir d'unité et de lutte efficace contre le fascisme. Il ne se limite pas à la lutte contre les partis fascistes, ni à la défense de la démocratie bourgeoise. L'histoire a prouvé qu'une telle stratégie ne peut mener qu'à l'échec.

Aujourd'hui, le fascisme pénètre dans les masses par huit portes : procapitalisme, anticommunisme, nationalisme, antisindicalisme, racisme, antiersmondisme, renforcement de la répression sous prétexte de sécurité, chauvinisme européen. Un véritable combat et un programme antifascistes doivent bloquer ces portes d'accès. L'alternative anticapitaliste est l'aspect déterminant. Aucun discours antifasciste ne pourra détourner les masses du fascisme s'il ne leur promet que l'appauvrissement. Mais sur cette base, nous devons aussi combattre les autres attaques des fascistes telles que le racisme et combattre les partis traditionnels qui reprennent ces mêmes thèmes. Enfin, nous luttons contre toute mesure de l'Etat capitaliste contre les



A la fête du 1er mai, les jeunes préparent un grand calicot pour la campagne électorale de PTB-UA. «Chômage, corruption, capitalisme, fascisme, assez ! Votez PTB-UA».

droits démocratiques des travailleurs. Car le fascisme peut aussi être instauré par le haut. Les partis traditionnels ne constituent pas un barrage contre le fascisme. Leur antifascisme n'est qu'une expression de la concurrence électorale. Leur politique au profit du capital pousse les travailleurs au désespoir. Ils détruisent pas à pas les droits démocratiques et syndicaux. Leur nationalisme, leur racisme et leur soutien à l'Europe et ses plans de grande puissance préparent directement la voie au fascisme. La lutte antifasciste ne se mène pas avec eux, mais contre eux.

Défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme ?

Le programme de PTB-UA n'est pas un programme pour le socialisme, mais un programme anticapitaliste, antifasciste et anti-impérialiste. Nous ne combattons pas le fascisme au nom de la défense de la démocratie bourgeoise comme le font les écologistes. Influencés par les campagnes anticommunistes, ceux-ci n'avancent pas une alternative anticapitaliste et s'opposent à tout totalitarisme, de gauche et de droite. La bourgeoisie a inventé la théorie du totalitarisme, fascisme égale communisme, pour masquer que tant le fascisme que la démocratie bourgeoise ne sont que des formes de domination du grand capital. La démocratie bourgeoise n'est pas une arme contre le fascisme. Jamais dans l'histoire, les fascistes n'ont dû briser l'Etat bourgeois pour arriver au pouvoir. Partout, ils ont pu grandir sans être réprimés par l'appareil de répression bourgeois. Nous menons la lutte contre le

fascisme au nom de la défense des droits démocratiques et de l'unité des travailleurs. Nous la menons au nom du danger mortel que constitue le fascisme pour le mouvement ouvrier.

Faire une offensive de charme et mettre le socialisme sous le boisseau ?

Certains syndicalistes de gauche nous ont conseillé, dans l'intérêt de l'élargissement, de faire une « offensive de charme », de réduire notre profil communiste. De nombreux progressistes craignaient de s'isoler en s'affichant sur une liste avec le PTB. Pourtant plusieurs d'entre eux sont malgré tout devenus candidats sur les listes PTB-UA ou ont signé l'appel. Ils ont compris qu'en cédant devant l'anticommunisme, on affaiblit la force antifasciste la plus conséquente.

Le PTB défend aujourd'hui un programme antifasciste conséquent parce qu'il n'a pas abandonné la lutte pour le socialisme. Cela lui permet de lier la lutte contre le fascisme à une alternative anticapitaliste, seule possibilité pour détourner les masses du fascisme. Parce qu'il est pour le socialisme, il se bat pour l'unité des travailleurs ici et avec les peuples du tiers monde et il ne se fait pas d'illusions sur la vertu antifasciste de la démocratie bourgeoise.

La lutte contre le fascisme est d'abord une lutte pour le cœur et l'esprit des masses. Le PTB est le seul parti qui travaille parmi les masses. Où en serait le débat sur les droits égaux sans le PTB, surtout dans la classe ouvrière ? L'histoire a prouvé que seul un parti communiste peut garantir un travail stable, de longue

durée, qui continue dans toutes les circonstances. Sous l'occupation, les Partis communistes étaient les seuls à subsister en tant que parti et les premiers à entamer le combat contre l'occupant.

Chacun des candidats de la liste PTB-UA défend dans la mesure du possible le programme commun, tout en gardant son indépendance. Chacun a compris que l'anticommunisme est un danger mortel pour la lutte antifasciste. Il a toujours servi à banaliser le fascisme et préparer à la collaboration. Personne n'attend des communistes qu'ils s'autocensurent, qu'ils se taisent sur leur alternative socialiste et qu'ils ne répondent pas aux attaques contre celle-ci.

La montée du fascisme exprime la faiblesse du capitalisme

Nous continuons à défendre le socialisme dans l'intérêt de la lutte antifasciste même. Le socialisme est le meilleur garant contre le fascisme. Dans les pays socialistes, le fascisme fut combattu avec la dernière énergie grâce à la vigilance antifasciste de Staline. Il n'y a pas eu en URSS une bourgeoisie qui a collaboré avec Hitler. Si tel avait été le cas, nous serions encore aujourd'hui peut-être sous les bottes des nazis.

Ensuite, la montée du fascisme exprime la faiblesse du capitalisme. Il n'est plus capable d'assurer les besoins vitaux des gens : travail, sécurité d'existence, paix. Il doit s'imposer par la force et perdre son visage démocratique. Autant d'occasions pour montrer que seul le socialisme peut assurer l'avenir de l'humanité.

Je veux continuer à être actif

André Ghelandre, président CMB-Verviers, choisit PTB-UA et non Gauches Unies

Début des années 70, André Ghelandre est embauché à Hexcell (Welkenraedt). Usine, qui fabrique des nids d'abeilles pour l'aéronautique. Aujourd'hui, André a décidé de figurer sur la liste PTB-UA pour la Chambre à Verviers. Plusieurs anciens collègues ont déjà téléphoné pour l'encourager.

Johnny Coopmans

Comment es-tu devenu syndicaliste ?

André Ghelandre. Dans cette petite entreprise, les conditions élémentaires de santé n'étaient pas respectées (pas de douches, etc.). J'ai commencé à syndicaliser la vingtaine de travailleurs. En 1974, la firme occupait alors environ 50 travailleurs, assez pour avoir une représentation syndicale, et je suis devenu délégué.

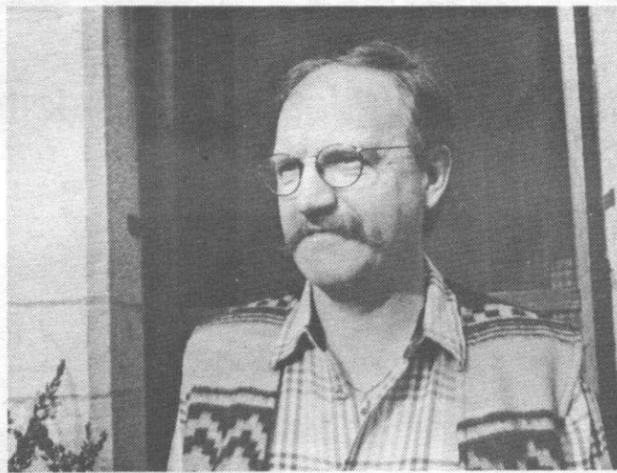
Début des années 80, l'entreprise avait embauché 400 personnes dont environ 300 ouvriers. A ce moment, nous fonctionnions avec un comité syndical comprenant mandatés et suppléants.

Puis communiste ?

André Ghelandre. Je me suis entouré de militants qui avaient parfois une appartenance politique. On s'est toujours souciés de l'intérêt des travailleurs de l'usine. Nous leur avons toujours appris qu'ils faisaient partie de la classe

ouvrière. Nous avons obtenu du patronat qu'il permette la tenue de quatre réunions de formation du personnel par an et qu'un des sujets abordés soient la sécurité dans l'entreprise. Dans ce cadre, la Fondation André Renard nous a instruits, il y a dix ans d'ici déjà, sur le racisme et la xénophobie. Bref, nous nous sommes très vite inquiétés de la montée du racisme. Au fur et à mesure de mon engagement au service des travailleurs, je suis devenu communiste, après mûres réflexions.

Le patronat d'une multinationale est assez spécial : les interlocuteurs de la direction n'ont aucun pouvoir de décision. Je cherchais un relais politique. Le PC m'a appris qu'avoir un travail n'est pas une chance, mais un droit fondamental. Par contre, les partis traditionnels, y compris le PS, culpabilisent ceux qui ont un travail. Je voulais un changement radical de société. Les travailleurs, contrairement à ce que l'on dit souvent, sont mobilisables. Mais



André Ghelandre : «Le PTB est le seul parti qui dit clairement qu'il veut arrêter le fascisme.»

on a refroidi leur ardeur, notamment lors du Plan Global. Pour moi, cette grève aurait dû aller jusqu'à la chute du gouvernement. Dès le début, je l'avais présenté ainsi aux travailleurs.

Comment as-tu fait le pas vers le PTB ?

André Ghelandre. Le PC a disparu de la carte politique belge. Je connaissais le PTB, j'ai diffusé leurs tracts dans mon entreprise. Ce parti représente la classe ouvrière. Suite à de sérieux ennuis de santé, j'ai dû quitter définitivement mon entreprise, fin de l'année passée. Décision cruelle pour moi, toute ma vie de militant

risquait de disparaître.

Je n'accepte pas la montée du fascisme, je veux être actif. Le PTB est le seul parti qui dit clairement qu'il veut arrêter le fascisme. Si nous n'arrêtons pas l'extrême droite, nous reviendrons aux années trente. Je veux un avenir pour nos enfants.

Ta prise de position ne pose-t-elle pas problème au niveau syndical ?

André Ghelandre. Je suis, comme délégué principal, membre du comité régional de la CMB-Verviers, du comité exécutif de la centrale à Liège et membre du comité national. Je suis également

membre du comité régional inter-professionnel élargi de la FGFB de Verviers.

A mon comité régional, on a toujours respecté mes positions politiques. Ils savent que je ne suis pas au PS. Ayant quitté l'entreprise, je devais prochainement quitter la présidence de ce comité. Ma décision de figurer sur une liste électorale précipite seulement un peu ma démission.

Beaucoup de militants syndicaux sont déçus du PS. Suite à ma décision, plusieurs travailleurs m'ont déjà téléphoné pour dire qu'ils voteront pour moi. Tous les travailleurs d'Hexcell seront mis au courant de ma candidature. Je le leur dois.

Tu avais pourtant été contacté par Gauches Unies...

André Ghelandre. Oui, à Verviers j'ai participé aux premières réunions de Gauches Unies. Mais plusieurs points m'ont fait hésiter dès le départ. D'abord, il n'y avait pas de programme. A la limite, n'importe qui pouvait y adhérer. Ensuite, on pouvait appartenir à un autre parti et soutenir Gauches Unies. Enfin, des syndicalistes au niveau national et des membres du PS étaient à la base de l'initiative. Ça ressemble drôlement à une manœuvre de récupération du PS. J'ai opté pour la liste PTB-UA.

Locataires spoliés par le SP

Il n'est pas trop tard pour présenter aux gens une issue anticapitaliste et antiraciste

Gerda Verlinde

Il y a deux mois, surprise à Gand. Les locataires de logements sociaux reçoivent des factures variant de 5 à 22.000 francs selon les cas. Les immeubles appartiennent à la société "De Goede werkmanswoning" (Le bon logement du travailleur !), gérée par le SP. Les membres de notre groupe communal se sont entretenus avec ces locataires. Nous avons préparé notre intervention. Solidaire avait publié une interview de certains locataires.

Nous avons distribué un tract dans les immeubles annonçant notre venue. Aussi, quand nous sommes arrivés, ce fut un énorme succès. Nous avons vendu septante-sept journaux. Ce qui était formidable, c'est que les gens ne s'intéressaient pas seulement à l'article qui les concernait. Quarante personnes ont voulu prendre un abonnement à l'essai pendant cinq semaines pour apprendre à connaître le parti. Nous leur avons donc présenté le tract électoral.

Nous avons pu aussi leur expliquer la gratuité des soins de santé pratiqués par Médecine pour le Peuple. Comment ces médecins travaillent depuis des années à un salaire d'ouvrier. Comment ils s'engagent pour les opprimés dans notre pays et dans le tiers monde. Nous avons pu leur préciser pourquoi les membres et les

sympathisants du parti font de la propagande à l'entrée des usines, depuis des années.

Les locataires avaient, eux aussi, beaucoup à nous raconter. Ils nous ont exposé leurs problèmes de logement, mais aussi beaucoup d'autres problèmes ! Un homme était devenu invalide, suite à une erreur médicale. Il n'est plus en mesure de travailler et ne touche plus que 23.000 F par mois. Une femme isolée avec un enfant à charge a vu son loyer augmenter de 3.000 F, parce qu'il y a deux ans, son salaire avait augmenté. Mais depuis lors, il a diminué.

Les locataires de ces immeubles sont des chômeurs, des malades, des pensionnés. Tous subissent de plein fouet les effets de la politique de crise. Beaucoup ne savaient pas encore pour qui ils voteraient. Certainement pas pour le SP. Mais pour qui donc ? Quelqu'un avait voté dans le passé pour le Vlaams Blok. Cette fois, il votera PTB-UA. Mais la question de l'immigration reste pour lui un problème. Il avait toutefois compris que l'extrême droite n'y apporterait certainement pas une solution. Il regrette que le PTB était encore si petit. Dans beaucoup de discussions, la question du "racisme" a surgi. Mais nous avons pu discuter tranquillement et expliquer que les immigrés n'étaient pas les respon-

sables de la crise, mais au contraire les premières victimes. Nous avons pu leur faire comprendre qui étaient les véritables profiteurs. En nous entretenant avec eux,

nous avons constaté une fois de plus à quel point les préjugés racistes sont facilement repris par une population dont le mécontentement ne cesse de croître. Mais ils

étaient très ouverts à la discussion. Il n'est certainement pas trop tard pour présenter à ces gens une autre alternative, une issue anticapitaliste et antiraciste.

2 millions pour notre campagne électorale

Un médecin de Médecine pour le peuple (MPLP) avait adressé une petite lettre à six patients en leur demandant de soutenir financièrement la liste PTB-UA. Tous les six ont répondu positivement et offert au total 7.000 francs. Deux d'entre eux sont venus personnellement remettre l'argent. «Tu n'as pas besoin de te déplacer toi-même. Nous nous attendions à ce que tu nous demandes un soutien». Un patient a même emporté 30 cartes de soutien pour les revendre à des amis et dans sa famille.

Un lettre de demande de soutien et des listes sont disponibles. Elles vous permettent de demander de l'argent dans votre entourage.

Aidez-nous à récolter 2 millions :

* Achetez une carte. Elles vous sont présentées lors de notre propagande dans les rues et sur les marchés.

* A nos sympathisants, à tous ceux qui distribuent les toutes-boîtes ou collent des affiches, nous demandons de contribuer au financement de ce matériel de la campagne.

* Versez votre aide financière sur le compte n° 001-1151486-75 du Fonds de soutien PTB, en mentionnant la référence "Elections législatives".

* Anvers. anonyme Ekeren 500; gare Berchem 70; Seefhoek 595; Campine 760; Boel-Tamise 1.660; Van Hool 60; Deurne Nord 1.860; MPLP Malines 2.110; D.D. Heist o/d Berg 600; VK Gevaert 500; L.D.K. Anvers 600. Total : 9.310 francs.

* Brabant. M.L. Bruxelles 1.200; Schaerbeek 1.300; Bruxelles 4.000; cand. Brabant 1.200; Geva Molenbeek 1.000; T. + M. St-Gilles 800; J. H. Anderlecht 100; H.R. Jetté 2.000; G.D. Etterbeek 2.000; H.R. Halle 1.500; Clabecq 1.200; symp. Tubize 980; A.B. Tubize 1.000. Total: 18.280

francs.

* Hainaut. Symp. 900; Amicale sidérurgie 100; cycle de formation 2.550; "Marianne" Charle-roi 1.450; A.B. Dampremy 1.000; S.D. Jumet 1.000; R.M. Gilly 1.000; prop. Mons 200. Total: 8.200 francs.

* Limbourg. M.L. Limbourg 10.000; E.F. patiente MPLP-Genk 700; M.T.H. Genk 200; Anonyme Genk 100; patients MPLP Genk 1.200; Grand-Place Hasselt 1.210. Total 13.410 francs.

* Flandres. W. étudiant Gand 1.000; symp. Gand 5.000; Gand 2.000; Courtrai 160; R.S. Zelzate 3.000; MPLP-Zelzate 1.700; A.V. Zelzate 1.000; W.M. Courtrai 1.000; E. V. Courtrai 500. Total: 15.360 francs.

Total liste 7 : 64.560 francs.
Total des listes : Anvers 70.338; Brabant 124.480; Hainaut 51.010; Limbourg 58.768; Liège 49.159; Flandres 75.121. Nouveau total: 428.876 francs.

Le président du PC - Turnhout sera candidat PTB-UA

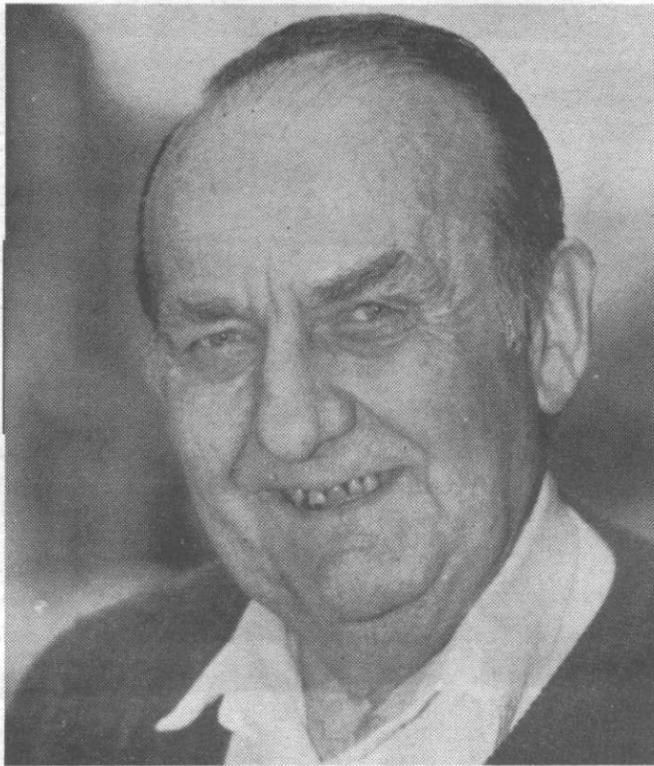
René Donckers : «Les fascistes sont les ennemis de toute la classe ouvrière»

«Je suis fier d'être sur la liste du PTB-UA parce que j'y retrouve le dynamisme et la conviction du parti communiste dans ses meilleures années.» C'est ce que déclare René Donckers, à la fin de l'interview réalisée avec lui.

Luc Vervaeet

René Donckers. Le 8 mai, il y aura cinquante ans. Mais je vois toujours devant mes yeux l'image de Louis Boogers et Louisa Poels à notre marche du 1er mai en 1945. Louis et Louisa ("Wiske") étaient un couple connu dans la population pauvre de Turnhout. Au début des années 30, ils avaient fondé une section du parti communiste. Pendant la guerre, ils étaient à l'avant-garde de la résistance. En 1943, ils ont été arrêtés. D'abord, ils ont été envoyés à Breendonk, puis Louis a été déporté à Buchenwald et Louisa à Dachau. Ils avaient survécu jusqu'à la libération et étaient maintenant à notre manifestation. "Wiske" n'avait plus que la peau sur les os, elle était tellement faible qu'après quelques centaines de mètres de marche, elle s'est écroulée. Brisée physiquement, mais politiquement communiste, plus convaincue encore qu'avant !

A l'époque, j'avais 16 ans et j'appartenais aux parias, aux



René Donckers : «Dans les camps de concentration allemands, il y avait aussi des communistes, des syndicalistes actifs et même des catholiques.» Le camp de Breendonk se dresse toujours pour en témoigner.

pauvres de Turnhout. Pour moi, ils étaient un symbole. En 1946, je suis devenu membre du PC à Turnhout et, peu après, trésorier. Depuis dix ans, j'en suis aussi le président. Depuis tout ce temps, je ne cesse de répéter : dans les camps de concentration allemands, il n'y avait pas que des juifs, mais aussi des communistes, des syndicalistes actifs et même des catholiques. Aujourd'hui aussi, le Vlaams Blok n'est pas seulement l'ennemi des immigrés, mais de

toute la classe ouvrière en Belgique. Les gens doivent comprendre que le fascisme d'aujourd'hui les conduit aussi, une nouvelle fois, à la misère et à la guerre.

Aujourd'hui, le PTB-UA est le seul qui résiste au fascisme. Il est urgent en effet que nous fassions bloc contre les partis fascistes. Certains de mes camarades passent à Agalev ou au SP. Je ne les comprends pas. Dans le passé, le SP a toujours trompé les tra-

vailleurs et il ne peut donc être le pilier d'un front antifasciste. Le SP est tellement intégré dans la société capitaliste que ses dirigeants sont devenus eux-mêmes des capitalistes. Parce qu'ils n'osent pas s'en prendre au pouvoir du grand capital et au capitalisme, ils ne peuvent rien faire d'autre qu'exécuter ce que décide celui-ci. Le SP ne peut plus rien faire pour les travailleurs. J'ai travaillé toute ma vie comme ouvrier et, en tant que syndicaliste et communiste, j'ai essayé de changer la société. Après la chute du bloc de l'Est, je suis encore resté communiste, parce que le capitalisme n'a rien d'autre à proposer que la misère. Chacun peut déjà s'en rendre compte en voyant ce qui se passe dans le tiers monde et dans les anciens pays socialistes : pauvreté absolue, famine, travail des enfants.

Le XIXème siècle se rapproche chaque année davantage

Chez nous aussi, le XIXème siècle se rapproche chaque année un peu plus. A cause du chômage énorme et du démantèlement de la sécurité sociale, de plus en plus de gens se retrouvent dans les difficultés. La contradiction entre riches et pauvres s'accroît et rend les gens amers et déçus. Le plan global de fin 1993 a grignoté un peu plus la sécurité sociale, si bien que la misère et le nombre des sans-abri augmentent. Le capitalisme ne connaît pas la pitié. Il ne connaît que la recherche du profit. C'est

pourquoi, aujourd'hui encore, je continue à défendre le communisme comme alternative, de toutes mes forces. Nous ne devons pas espérer "la grande unité au sommet". Je soutiens la manière de faire du PTB-UA qui veut rassembler les travailleurs et syndicalistes de gauche, par un travail personnel de conviction, sur base du programme que le PTB-UA défend maintenant pour les élections. Ce programme est la seule réponse correcte à l'appauvrissement et au virage à droite. Personnellement, j'estime que le plus urgent, c'est la défense de la sécurité sociale, pour atténuer les conséquences du plan global, et la réalisation de la semaine de 32 heures avec maintien du salaire.

Les gens se laissent trop facilement abuser par les mensonges grossiers des partis fascistes qui affirment qu'on résoudra le problème du chômage en renvoyant les immigrés. Mais que feraient-ils des 450.000 chômeurs qui resteraient s'ils réussissaient à renvoyer les 50.000 Turcs et Marocains ? Sur ce point, pas un mot !

Grâce à la semaine de 32 heures avec maintien du salaire, on pourrait mettre plus de cent mille personnes au travail. Le patronat affirme haut et fort qu'il ne peut pas payer. Pourtant, en 1993, les patrons ont réalisé 800 milliards de bénéfices, bien plus que ce que coûteraient les 32 heures !

Naturellement, nous devons faire tout ce qui est possible pour empêcher l'amnistie en faveur de ces criminels que sont les collaborateurs.»

Profiter du moindre avis positif

Nous devons faire des propositions concrètes aux sympathisants

Un ouvrier de VW

Le 25 avril, le PTB a distribué un tract à l'usine. Comme d'habitude, je me suis mis à écouter les ouvriers pour connaître leur opinion. A ce moment-là, j'entends un gars qui dit : «Ceux-là, ce sont des bons.» Pourquoi pense-t-il ça, alors qu'il n'avait jamais rien dit sur le parti, me suis-je dit. Je me suis approché

de lui et j'ai fait comme d'habitude : j'ai commenté les passages du tract et lui ai demandé ce qu'il en pensait. J'ai lui ai aussi fait remarquer qu'il y avait un bon pour un abonnement à l'essai parce que, moi, je l'avais déjà pris et que ça allait sûrement l'intéresser. Il m'a répondu qu'il n'avait pas le temps de lire, mais je ne me suis pas découragé pour autant. J'ai recher-

ché les points positifs du gars, les points d'unité.

Là-dessus, il m'a dit que ce qu'il appréciait chez le PTB, c'est que malgré que ce soit un petit parti, il faisait de grandes choses. Il se rappelait encore le travail des militants du PTB, de Rebelle et de MML pendant le mois de grève à VW en octobre 1994. Alors que les grands partis, eux, on ne les avait

pas vus. Sauf pour soutenir le patron ou pour imposer les plans globaux. C'est là que j'ai appris qu'il avait déjà voté pour le PTB. Je lui ai dit que ça dépendait de lui que le parti grandisse, je lui ai parlé des élections et de la possibilité de soutenir financièrement la campagne, de faire signer des listes de parrainage et de convaincre ses connaissances de voter pour le

PTB. Il a pris une carte de soutien à 100 F et des listes de parrainage. Cela prouve que nous sous-estimons la sympathie des ouvriers pour le PTB.

Nous devons chercher davantage les discussions et faire des propositions concrètes, à la mesure des possibilités des gens. C'est un début mais un début important.

Nouveaux signataires de l'Appel pour la liste PTB-UA

Dans le courant de la semaine dernière, plus de 20 nouvelles personnes de divers milieux ont signé l'Appel "Il est grand temps..." de soutien à la liste PTB-Unité Antifasciste.

Au total, 140 personnes ont donc signé l'appel de soutien. Plusieurs d'entre elles prennent activement part à la campagne électorale et la

soutienne financièrement. Jusqu'au 21 mai, l'Appel sera encore présenté à toute personnalité du monde progressiste, démocrate, artistique et syndical. Si vous ne disposez pas encore du texte, vous pouvez le commander par téléphone, par fax ou par écrit à : PTB-UA, Bd. Lemmonier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.77.60. Fax 02/513.98.31.

Marc Boni, dentiste; Fred Janssen, délégué principal FGTB Solvay Anvers; Tjen Mampaey, auteur de «De Zwarte Hand»; Philippe Daenen, délégué syndical; Maurice Mordant, membre du FMF; Jean-Paul Trefois, producteur RTBF; Anne-Marie Uyttendaele; Ben Hamidou, animateur Association Jeunesse Magrèbine Molenbeek; Peter

Van Lindt, porte-parole de la Communauté Sikh; Constantine Ferreo, artiste; Maruja Braeckman, membre de Kristenen voor het Socialisme; Jean Leloup, Ex-président CNE; Margaretha Piette; Françoise Evrard; Christian Déom, assistant UCL; Vic Leemans, artiste; A. Martellozzo, délégué syndical FGTB Albemarle Feluy; Jacques

Guilmot, délégué syndical VW Bruxelles; Paul De Laet, secrétaire de Bond Beter Leefmilieu; Luc Desmedt, directeur de Humanistisch Vrijzinnig Vormingswerk; Hedwig Van Rossem, médecin; Mark Jambers, artiste; Lebiün D'Haese Frans, artiste; Els Croonenberghs, Objektief Limburg; Daniëlla Saro, animateur.

Tribalisme en Belgique

Ludo Martens rayé des listes électorales pour raison linguistique !

Ludo Martens, président du PTB, figurait en quarante-deuxième et dernière place sur la liste PTB-UA pour le Conseil de Bruxelles capitale. Le Bureau électoral l'en a rayé, en application d'une loi spéciale pour les élections. Dans sa déclaration à la presse, Ludo Martens s'est clairement expliqué.

«J'ai été rayé de la liste PTB-UA (Parti du Travail - Unité Antifasciste) pour le Conseil de Bruxelles capitale pour cause de «physionomie ethnique trouble». En effet, ayant une carte d'identité «ethnique» francophone, j'ai commis le crime de figurer sur une liste néerlandophone en 1989 et, par conséquent, je «ne satisfais pas aux exigences de l'article 17 § 1 de la loi spéciale du 12 janvier 1989». La liste PTB-UA entreprendra toutes les démarches possibles pour invalider cette décision absurde et honteuse.

Ma langue maternelle est le «west-vlaams» (flamand occidental) et ma langue de travail principale est le français, c'est dans cette langue que j'ai écrit «Abo, une femme du Congo», «Un autre regard sur Staline» et d'autres ouvrages.

Comme de nombreux habitants de la province du Brabant, tant néerlandophones que francophones, j'en ai ras-le-bol de la division, de la ségrégation et de la mesquinerie «linguistique» auxquelles nous sommes soumis, ras-le-bol de toute cette bureaucratie

linguistico-communautaire qui s'épuise à créer des problèmes et des conflits artificiels et absurdes pour masquer les problèmes fondamentaux de notre société en crise.

Le Parti du Travail que je préside est un parti unitaire dans lequel néerlandophones, francophones, germanophones et immigrés adoptent des positions communes sur tous les problèmes, y compris sur les soi-disant problèmes communautaires.

Le PTB défend des droits démocratiques aussi élémentaires que la liberté de choisir sa langue et de changer de langue, la liberté de s'organiser et de s'associer avec d'autres personnes sans «interdits linguistiques».

L'obligation imposée par l'Etat de choisir une carte d'identité «ethnique» et l'interdiction par l'Etat de s'organiser avec des personnes de l'autre «ethnie» sont des mesures de type raciste et fasciste qui ont montré leurs aboutissements en Yougoslavie et au Rwanda.

La politique de division «ethnique» de la population belge a été



initiée lors des occupations allemandes, pendant les première et seconde guerres mondiales.

Aujourd'hui, c'est encore l'Allemagne qui provoque l'éclatement des Etats multinationaux pour créer des mini-Etats ethniques invivables qui tombent inévitablement sous la dépendance allemande : c'est le cas dans les Balkans, dans la Baltique et en ex-Tchécoslovaquie.

Le PTB s'oppose à l'Europe allemande. Le PTB défend l'unité de la Belgique, le respect des droits des minorités linguistiques, l'ap-

prentissage intensif de la seconde langue nationale et la solidarité entre tous les habitants de la Belgique, néerlandophones, francophones, germanophones et immigrés.»

Les avocats Georges-Henri Beauthier et Jan Fermon ont introduit le 27 avril, une requête qui conteste la validité constitutionnelle de la décision du Bureau électoral. Ils démontrent en plus que la décision est en flagrante contradiction avec des traités internationaux signés par la Belgique.

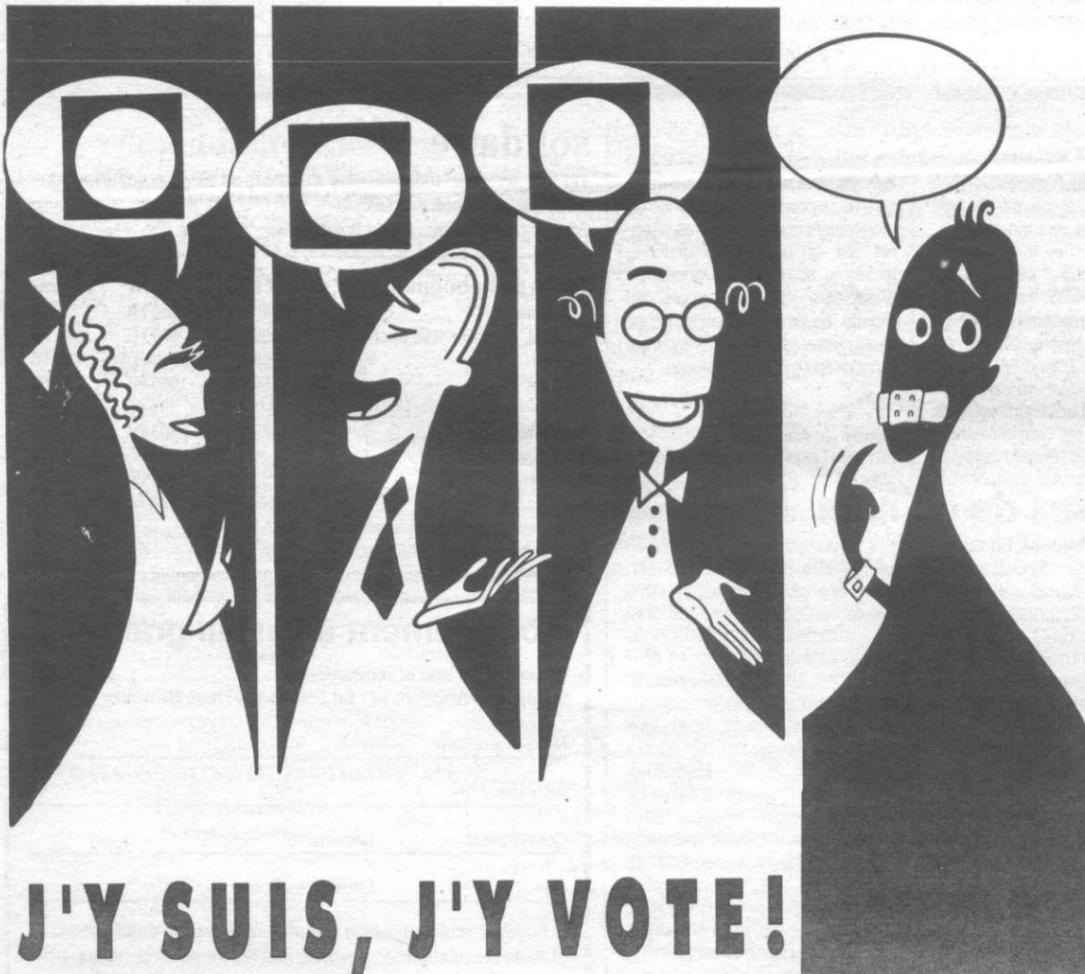
Le Bureau a néanmoins maintenu sa décision. La Cour d'Appel de Bruxelles statuera sur ce cas le premier mai 1995. Hormis les avocats cités, une dizaine d'autres avocats démocrates et renommés plaideront cette cause. Tous sont choqués et alarmés par un cloisonnement linguistique qui ressemble de plus en plus à l'apartheid sud-africain.

Au fur et à mesure que la crise du système s'aggrave, la bourgeoisie impose un mur communautaire entre les travailleurs. Voilà où mène la logique nationaliste que d'aucuns, au PS et ailleurs, appellent une bonne chose ! Il s'agit en fait d'une politique fascisante, qui ne sert qu'à diviser les travailleurs. Les besoins de la lutte de classe vont exactement dans le sens contraire. Indépendamment de leur langue ou origine nationale, tous les travailleurs partagent les mêmes inquiétudes, face à la crise de plus en plus aiguë, face aux atteintes à leurs droits politiques, économiques et sociaux, face à la montée du fascisme et du danger de guerre.

Le PTB travaillera à l'avenir encore plus à l'unité de tous les travailleurs dans la lutte. Nous nous opposerons encore plus fermement au poison fasciste qu'est le nationalisme linguistique et communautaire en Belgique. C'est là aussi un des messages essentiels du dépliant électoral de la liste PTB-UA à Bruxelles.

Les immigrés votent aussi !

Elections législatives : les bureaux de vote alternatifs d'Objectif 479.917



J'Y SUIS, J'Y VOTE!

Danny Goderis

En période électorale, les immigrés sont souvent les boucs émissaires, alors qu'ils n'ont même pas le droit de vote. Objectif 479.917 leur donnera pour la troisième fois consécutivement la possibilité de réagir et de voter quand même.

«Je me sens enfin traité comme un Belge». Voilà une des nombreuses réactions positives d'immigrés aux bureaux de vote alternatifs d'Objectif 479.917 lors des dernières élections. Après vingt ans de séjour en Belgique, cet immigré a été invité pour la première fois à exprimer une opinion politique. En général, on leur dit qu'ils n'ont pas le droit de «se mêler» de politique.

L'action du ministre Van de Lanotte, visant le retrait de la nationalité belge à deux immigrés, renforce le courant anti-immigrés. Même lorsqu'ils obtiennent la nationalité belge après de longues démarches, ils ne bénéficient pas encore des mêmes droits.

La mesure de Van de Lanotte et la poursuite de la montée de l'extrême droite rendent la mobilisation en faveur de ces élections alternatives d'Objectif 479.917 encore plus importante pour les immigrés.

D'autant plus que les prochaines élections législatives n'auront lieu que dans quatre ans.

Les élections alternatives se sont révélées comme une activité appropriée intéressante de nombreux immigrés, les impliquant dans la lutte contre le racisme et le fascisme, et dans celle en faveur de l'égalité des droits. Objectif veut aller plus loin et tenir ces élections là où ils se réunissent spontanément : sur des marchés, à des activités culturelles, dans les mosquées, dans les cafés... Objectif-Gand a même tenu un bureau de vote à une fête de mariage.

La réalisation du million de signatures et le soutien de Paula D'Hondt au projet de loi Harnie encouragent les immigrés à participer aux élections alternatives.

Lors des élections communales, 6.887 immigrés ont voté dans 116 bureaux pour tout le pays. A Malines et à Liège, les deux syndicats ont participé.

Pour les prochaines élections, Objectif se fixe le but d'obtenir le vote de 10.000 immigrés.

Pour un complément d'informations, veuillez vous adresser à Objectif 479.917, rue de la Caserne, 68, 1000 Bruxelles (02/513.83.46).